

# Le Communisme international au Canada

167  
HN  
31  
E34  
U.167  
1927

*LES rapports publiés, chaque année, par le ministère du Travail d'Ottawa sur l'organisation ouvrière au Canada ont grand soin de nous renseigner sur le mouvement communiste international. Depuis 1922, ce mouvement a pénétré dans notre pays et chaque rapport officiel contient plusieurs pages qui nous manifestent ses tendances, son organisation, ses progrès et les difficultés qu'il rencontre. Nous croyons utile de grouper ici quelques renseignements sur ce sujet. Sans prêter au communisme international une force qu'il n'a pas, nous ne voulons pourtant pas fermer les yeux sur une propagande tenace, qui ne cherche qu'à saper les bases de notre organisme social et de nos croyances religieuses. Les pages suivantes sont extraites des Rapports annuels sur l'Organisation ouvrière au Canada pour les années 1922, 1925, 1926.*

É. S. P.

\* \* \*

L'Internationale rouge des Unions ouvrières a été établie en juillet 1921 par l'intermédiaire de la Troisième Internationale (communiste), organisée le 6 mars 1919, dont elle est la trade-union adjointe. Cette organisation a été formée en opposition directe à la Fédération internationale des Trade-Unions quelquefois appelée l'Internationale d'Amsterdam. L'Internationale rouge des Unions ouvrières se proclame « une organisation internationale qui, de concert avec l'Internationale communiste, organisera la classe ouvrière en vue du renversement du Capitalisme, de la destruction de l'état de bourgeoisie et de

l'établissement de la dictature prolétarienne — une internationale qui aura recours à tous les moyens propres à la propagation et à l'établissement de la république communiste. » La filiale de l'Internationale communiste au Canada est le *Communist Party of Canada* — le Parti communiste du Canada — (anciennement le *Workers' Party*) dont le siège social est à Toronto et qui ne reconnaît comme centre réel des activités révolutionnaires universelles que l'organisation de Moscou. La *Young Communists' League* (la Ligue des jeunes communistes) a été formée afin de propager la doctrine communiste dans les rangs de la jeunesse canadienne. C'est une organisation formée sous les auspices du Parti communiste et affiliée à l'Internationale des jeunes communistes de Moscou. La *Trade Union Educational League*, dont il existe nombre de succursales au Canada, représente officiellement en Amérique l'Internationale rouge des Unions ouvrières. Un des objets de cette association est de transformer le plan d'organisation ouvrière qui existe actuellement en Amérique en un système d'unionisme industriel semblable à celui qui fonctionne en Russie. On espère, grâce à l'accomplissement de cette réorganisation, que l'association cherche à effectuer par l'intermédiaire de ses adhérents au moyen d'une méthode appelée « le creusement à l'intérieur », amener l'affiliation des travailleurs syndiqués d'Amérique à l'Internationale rouge.

L'Internationale des communistes a déclaré que les unions de métiers constituent le lien naturel entre le Parti communiste et la classe ouvrière et que par elles seulement, le Parti peut espérer pénétrer dans le mouvement ouvrier. Ce qui explique la grande attention que l'Internationale communiste a toujours portée au mouvement trade-unioniste.

La résolution suivante, adoptée par le comité exécutif (dont le nombre de membres fut augmenté), de l'Inter-

nationale communiste, à son assemblée tenue à Moscou en avril 1925, sur la *Question américaine*, donnera une idée de l'importance que le groupe russe attache au travail des trade-unions:

En Amérique, le travail régulier des membres du Parti dans les trade-unions, doit être considéré dès maintenant comme l'œuvre fondamentale de laquelle dépend le succès du Parti dans la plupart des autres champs d'action et particulièrement en ce qui concerne les efforts en vue d'établir un parti ouvrier. En conséquence toute tendance à négliger ou diminuer l'importance de ce travail doit être combattue avec énergie. Dans chaque trade-union, les membres d'organisation du Parti doivent former une fraction communiste et doivent agir de concert sur chaque question. Ces fractions reçoivent leurs instructions du Parti et travaillent sous son contrôle. Les fractions communistes doivent prendre une part active et énergique dans toutes les luttes économiques importantes.

Le Parti doit supporter énergiquement la *Trade Union Educational League* et faire tous les efforts possibles pour la développer et étendre son influence. On doit s'efforcer de convertir la *T. U. E. L.*, en un grand mouvement du bloc gauche. Toute tentative de la part de la bureaucratie réactionnaire trade-unioniste pour isoler la *T. U. E. L.*, en détruire l'influence sur les trade-unions et en limiter l'accès aux communistes, et à leurs plus proches partisans, doit être combattue énergiquement.

### L'Internationale rouge des Unions ouvrières

L'Internationale rouge des Unions ouvrières a été fondée en opposition directe à la Fédération internationale des Trade-unions (dont il est question dans un autre chapitre de ce rapport) par les adhérents de la troisième Internationale communiste, qui accusaient la Fédération d'être une « internationale d'opposition à la lutte pour l'émancipation de la classe ouvrière ». A la suite de conférences d'officiers des trade-unions russes et du conseil exécutif de la Troisième Internationale (communiste) tenues le 15 juillet 1920, un comité provisoire appelé

Comité international des trade-unions et des unions industrielles fut nommé en vue de convoquer un congrès mondial des trade-unions en 1921. Une conférence de représentants des trade-unions fut en conséquence tenue à Moscou en juillet 1921; parmi les délégués présents il y en avait deux du Canada, l'un représentant la *One Big Union* et l'autre le district d'Edmonton de la *Lumber Workers' Industrial Union*. Une organisation internationale permanente, sous le nom d'Internationale rouge des Trade-unions, fut établie par l'assemblée de Moscou. Une constitution fut adoptée, dont voici le préambule:

La lutte des classes a maintenant atteint un tel degré de développement et d'acuité que la classe ouvrière, pour conduire avec succès et mener à bonne fin sa lutte pour l'émancipation, doit lutter comme une puissance de classe révolutionnaire, solide, non seulement sur une échelle nationale, mais aussi sur une échelle internationale, contre la bourgeoisie, qui, en dépit de la concurrence acharnée sur le marché mondial, est étroitement unie dans sa haine de la révolution prolétaire, et solidement armée contre la moindre tentative du prolétariat de se délivrer de l'exploitation. Puisque l'exploitation est internationale, la lutte contre elle doit avoir un caractère international. Toutes les Internationales d'unions ouvrières qui ont existé jusqu'ici étaient tout au plus des bureaux internationaux de statistiques établis pour se renseigner mutuellement. Le Secrétariat international des Unions ouvrières n'était, avant la guerre, qu'une agence de renseignements, il ne poursuivait aucun but de classe militante. L'Internationale d'Amsterdam des Unions ouvrières est encore moins apte que son prédécesseur à s'occuper des questions en jeu. Le premier n'était qu'un bureau de renseignements; la seconde s'occupe de la pire espèce de politique, la politique antiprolétarienne, la politique des bourgeois. Elle expose les idées de la coopération des classes, de la paix sociale et de la transition paisible du capitalisme au socialisme. Elle est par essence une Internationale de résistance à la lutte pour l'émancipation de la classe ouvrière. A cette Internationale d'impuissance, de confusion, de soumission à la bourgeoisie, comme l'est l'Internationale d'Amsterdam, nous devons opposer une Internationale de vigueur révolutionnaire, d'activité de classe. — une Internationale qui, de concert avec l'Internationale

communiste, organisera la classe ouvrière en vue du renversement du capitalisme, de la destruction de l'État bourgeois et de l'établissement de la dictature du prolétariat; une Internationale qui saisira tous les moyens de production et établira la république communiste.

Une semblable Internationale militante d'unions ouvrières ne peut être édiflée que par les Unions de la classe révolutionnaire, conscientes du but et des méthodes de la lutte offensive et défensive contre la classe ennemie. Le problème que l'histoire a placé devant les Unions révolutionnaires exige la plus grande concentration de puissance, une intensité sans exemple et le plus grand désintéressement de la part des éléments conscients qui forme l'avant-garde de la classe ouvrière.

### Une union pour chaque industrie

L'Internationale rouge a pour mot d'ordre: « Une union pour chaque industrie. » C'est le plan observé en Russie où tous les travailleurs d'une industrie donnée sont membres de la même union: par exemple — tous les ouvriers d'une fabrique de tissus, y compris les tisserands, mécaniciens, manœuvres, etc., appartiennent à l'union des ouvriers en tissus.

Les partisans de l'Internationale rouge au Canada et aux États-Unis, ont travaillé activement à amener les unions de métiers, avec lesquelles elles sont en relations, à adopter les principes communistes. Quelques unions ouvrières au Canada ont approuvé ce nouveau système d'unions, mais la grande majorité des unions s'y sont refusé, croyant que le système des unions de métiers, établies depuis longtemps, répondaient aux besoins des ouvriers. Les anciennes trade-unions ont récusé les méthodes employées par les communistes dans leur propagande et en certains cas elles ont défendu à leurs membres de joindre les organisations révolutionnaires des communistes. Dans d'autres cas, elles ont chassé de leurs rangs ceux qui, profitant de leur titre de membre

trade-unioniste, appuyaient dans leur loge la doctrine communiste. La seule organisation canadienne affiliée à l'Internationale rouge, est la *Lumber Worker's Industrial Union of Canada*, qui autrefois fut affiliée à la *One Big Union* mais qui, aujourd'hui, est entièrement indépendante.

L'Internationale rouge des Unions ouvrières choisit, en 1922, la *Trade Union Educational League* comme son représentant officiel au Canada et aux États-Unis. Afin de propager ses principes parmi les *Industrial Workers of the World*, l'organisation russe établit le *Red International Affiliation Committee*, mais les I. W. W. n'a pas jugé à propos d'adopter le programme communiste.

A la troisième convention de l'Internationale rouge des Unions ouvrières, tenue à Moscou en juillet 1922, M. Tim Buck, de Toronto, fut élu comme représentant dans le comité exécutif. A la même assemblée on adopta un programme de propagande au Canada, pour la *Trade Union Educational League*. (Les détails de ce programme ont été publiés dans le rapport de 1924.)

### Le Parti communiste au Canada

Le Parti communiste canadien a été officiellement organisé lors de la première convention nationale tenue à Toronto le 17 février 1922 sous le nom de Parti Ouvrier du Canada. L'organisation conserva ce dernier nom jusqu'à sa troisième convention tenue en avril 1924 alors qu'il fut décidé de l'appeler Parti communiste du Canada.

La déclaration de principes du Parti communiste telle qu'adoptée à la première convention, est comme suite:

1° Consolider les organisations ouvrières existantes et en faire des organisations de lutte militante contre le capitaliste; pénétrer dans les Unions ouvrières et chercher à remplacer la direction réactionnaire actuelle par la direction révolutionnaire;

2° Prendre part aux élections et à la vie politique générale du pays. Ses représentants dans les différents corps législatifs et administratifs démasqueront la fausse démocratie du capitalisme et aideront à la mobilisation des travailleurs en vue de la bataille décisive contre l'État capitaliste. Ils donneront une expression consciente et publique aux griefs quotidiens de la classe ouvrière au moyen de demandes concrètes adressées aux gouvernements capitalistes et à leurs institutions;

3° Donner l'exemple dans la lutte pour pourvoir aux besoins immédiats des travailleurs; amplifier et approfondir leurs demandes; organiser et développer grâce à leurs luttes quotidiennes une puissance propre à amener l'abolition du capitalisme.

4° Travailler au renversement du capitalisme et de la dictature capitaliste par la conquête du pouvoir politique, l'établissement de la dictature ouvrière et la république des travailleurs.

### Les trade-unions actuelles doivent être conquises

Certains membres radicaux des trade-unions du Canada ont essayé en ces dernières années à introduire un esprit révolutionnaire dans les rangs du travail organisé, et se sont occupés d'établir l'unionisme industriel. N'ayant pas réussi à changer le plan d'organisation, tel que représenté par la Fédération américaine du Travail, à laquelle la plus grande partie des travailleurs du Canada sont indirectement affiliés, ils ont causé de la sécession, notamment la *One Big Union*, qui a été formée en mars 1919 par des membres mécontents des unions existantes. L'Internationale rouge des Unions ouvrières est opposée à une semblable politique, préférant que les révolutionnaires demeurent dans les unions et continuent à « forer à l'intérieur », selon le terme employé, afin de révolutionner ces organisations. Le *Workers' Party of Canada*, qui est considéré comme un auxiliaire de l'Internationale rouge, propose que les séparatistes retournent aux unions-mères; cela, cependant, dérange les partisans de la *One Big Union*, une organisation représentée, dans la per-

sonne de Joseph Knight, à la réunion de Moscou, à laquelle la résolution suivante à ce sujet a été adoptée :

Le rôle contre-révolutionnaire joué en ce moment par la bureaucratie trade-unioniste; l'étranglement du mouvement révolutionnaire de la classe ouvrière ont fait naître dans certaines sections du prolétariat révolutionnaire de tous les pays l'idée de quitter les Unions et de créer de nouvelles Unions purement révolutionnaires. Telle est l'origine du mot d'ordre « Détruisons les Unions » et « Sortons des Unions » qui a été accueilli assez favorablement par cette partie des éléments révolutionnaires qui désespérait et était d'humeur pessimiste, ayant perdu confiance en les masses. Cette politique, suivie par les éléments révolutionnaires, de se séparer des Unions, grâce à laquelle les grandes masses sont abandonnées à l'influence de la direction réactionnaire, fait le jeu de la bureaucratie contre-révolutionnaire et doit être rejetée résolument et catégoriquement. Non pas détruire, mais conquérir les Unions — c'est-à-dire la grande masse des travailleurs qui font encore partie des vieilles trade-unions — tel doit être notre point de ralliement dans le développement de la lutte révolutionnaire.

Faisant la moitié du chemin à la rencontre du mot « Sortons des Unions », la bureaucratie trade-unioniste de tous les pays commença à expulser les principaux éléments du mouvement trade-unioniste révolutionnaire. Cela rendit l'humeur pessimiste encore plus aiguë et donna plus de force au mot d'ordre « Sortons des Unions ». Mais les partisans de l'Internationale rouge commettraient une grave erreur si, attirés par cette provocation, ils abandonnaient le mouvement trade-unioniste et se bornaient à de petites Unions révolutionnaires.

Les travailleurs expulsés des Unions ne devraient pas être abandonnés à eux-mêmes. Ils doivent demeurer organisés sur le même pied qu'avant l'expulsion, agissant toujours comme une partie définie et légale de l'Union qui les a expulsés. Ils ne devraient pour aucune considération jouer le jeu de la bureaucratie trade-unioniste et lui rendre plus facile la lutte contre l'esprit révolutionnaire toujours croissant des masses.

Notre ligne de conduite à l'égard des vieilles trade-unions devrait tenir compte du fait qu'en ce moment elles embrassent plusieurs millions de travailleurs. La tâche des éléments révolutionnaires des trade-unions ne consiste pas à arracher aux Unions les meilleurs travailleurs, et les plus conscients de leur classe, dans le but de créer de petites organisations. Leur tâche devrait être de

révolutionner les Unions, de les transformer en une arme de révolution sociale par la lutte quotidienne en faveur de toutes les demandes révolutionnaires faites par les travailleurs des vieilles trade-unions. Tout travail d'organisation devrait être développé en vue de combattre la trahison et le relâchement de la bureaucratie trade-unioniste dans la lutte pour les intérêts quotidiens des travailleurs. Conquérir les Unions signifie conquérir les masses, et elles ne peuvent être conquises que par un travail systématiquement obstiné, opposant à la politique de collaboration de classe celle de notre ligne d'action foncièrement révolutionnaire. Le mot d'ordre « Sortons des Unions » nous empêche de conquérir les masses à notre cause et retarde le progrès de la révolution sociale.

Ce serait également une erreur de considérer l'organisation de trade-unions comme un but en lui-même. Elles ne sont que les moyens tendant à une fin. En rejetant le mot d'ordre « Sortons des Unions », nous devons nous déclarer résolument contre le fétiche de l'organisation et contre le mot d'ordre « L'Union à tout prix et dans toutes les circonstances ». La conquête des unions n'implique pas la saisie du livre de caisse de l'Union ou de ses biens, mais la conquête de ses membres. La différence est facilement oubliée et l'union est souvent confondue avec son bureau, sa caisse et ses officiers. Ce point de vue du « mécanisme trade-unioniste » devrait rencontrer une opposition résolue de la part des Unions révolutionnaires conscientes de leur classe. Les trade-unions sont opposées à la séparation. Elles sont pour l'union, mais elles ne craignent pas la séparation. Cela devrait être bien compris par chacun de nous.

### Problème de l'organisaïion dans les principaux pays

Pour ce qui concerne les problèmes de l'organisation en différents pays, la réunion de Moscou a fait la déclaration suivante:

Les problèmes pratiques de l'organisation des partisans de l'Internationale rouge des Unions ouvrières diffèrent dans chaque pays. Bien que les principes soient les mêmes, cependant leurs applications pratiques changent selon les particularités distinctives de chaque pays et la forme de ses organisations ouvrières. Le mouvement ouvrier est un produit organique du développement industriel, social et économique d'un pays donné. De là les différences dans la construction des Unions, dans les formes et les mé-

thodes de leur lutte. Plus tôt les trade-unions se transformeront d'organisations de métiers pures et simples en Unions révolutionnaires conscientes de leur classe, et plus tôt elles atteindront une forme unique d'organisation et une méthode unique de combat. Hâter cette transformation est le principal problème des partisans de l'Internationale ouvrière rouge.

En Italie, les organisations ouvrières sont divisées, néanmoins la présence d'un prolétariat révolutionnaire dans les rangs de la Confédération générale du Travail n'excuse aucunement l'action des employés du transport par chemins de fer et de l'Union syndicaliste, qui ont refusé d'entrer dans une organisation prolétarienne générale. Les efforts réformistes des chefs ne pourraient être contrecarrés que si toutes les Unions révolutionnaires se réunissaient en une seule organisation prolétarienne. Le temps est mûr pour la création d'une pareille unification et les partisans de l'Internationale rouge des Unions ouvrières doivent par conséquent entrer dans la Confédération générale du Travail et lutter et défendre la position révolutionnaire.

En Angleterre, sans parler d'un mouvement ouvrier puissant qui subit actuellement une modification radicale, on essaie de créer de nouvelles organisations du type des *I. W. W.* ou de la *One Big Union*. De pareilles tentatives devraient être absolument et sévèrement condamnées. Il importe que les travailleurs révolutionnaires de l'Angleterre demeurent au sein de ces Unions gigantesques et luttent pour faire accepter les principes de l'Internationale rouge des Unions ouvrières. Leur arracher des milliers de travailleurs et former de nouvelles organisations indépendantes est un crime contre la classe ouvrière de l'Angleterre et du monde entier. Toutes les organisations qui sont d'accord avec l'Internationale rouge des Unions ouvrières doivent donc concentrer tous leurs efforts dans le but de gagner à leur cause les Unions une à une, à consolider leurs rangs, sans perdre leur temps avec l'élite peu nombreuse, « la crème », qui n'est pas en contact avec les masses.

Dans les États-Unis d'Amérique, où nous avons la réactionnaire Fédération américaine du Travail, quelques Unions indépendantes, les *I. W. W.* et autres, le principe de demeurer dans les vieilles Unions ouvrières prévaut aussi. Les membres des *I. W. W.* devraient entrer dans leurs Unions de métiers respectives et étendre leur propagande parmi elles, en leur expliquant les problèmes de la classe ouvrière. Plus longtemps ils se tiendront à l'écart de la Fédération américaine du Travail, plus grande sera la souffrance

et plus difficile sera le travail d'avancement des travailleurs organisés de ce pays. Les Unions indépendantes qui favorisent l'Internationale rouge des Unions ouvrières devraient coordonner leurs activités et en venir à une entente avec les conseils ouvriers qui appartiennent officiellement à la Fédération américaine du Travail, mais approuvent nos tactiques. La coordination et l'unité d'action parmi les organisations locales de la Fédération américaine du Travail et des *I. W. W.* qui sont en faveur de l'Internationale rouge devraient aussi être établies.

En France la minorité révolutionnaire de la Confédération générale du Travail a pris la véritable attitude en blâmant le Conseil des Unions de l'estuaire du Rhône d'avoir quitté la Confédération. La conquête des Unions en France avance rapidement et il n'y a aucune raison de former des organisations séparées. Le Congrès recommande donc à la petite organisation qui porte le nom de « Confédération internationale des Travailleurs » de se dissoudre, d'entrer dans la Confédération générale du Travail et de combattre, côte à côte avec la minorité révolutionnaire, la politique pernicieuse de MM. Jouhaux, Nerhein et Cie.

En Espagne, surtout en ce qui concerne la réaction qui y fait rage, il faut absolument que les organisations économiques forment une seule unité. L'unité qui était déjà en bonne voie d'établissement a été bloquée par les chefs réformistes de l'Union générale du Travail. En dépit de ces chefs réformistes, cette unité doit être mise de l'avant comme la tâche de combat du moment et établie malgré ses adversaires. La seconde tâche qui s'impose à nous en Espagne consiste à former des Unions industrielles sur une échelle nationale (métallurgistes, travailleurs textiles, etc.) qui a été détruite à cause de fausses interprétations de l'idée fédéraliste. Le manque d'organisations industrielles est une très forte entrave dans la lutte de la classe ouvrière avant, pendant et surtout après la révolution sociale.

Les groupes communistes qui travaillent de concert avec l'Union générale doivent composer un bloc unique avec une Confédération nationale du Travail, en Espagne, en vue d'une action défensive et offensive coordonnée. Pour ce qui concerne les Unions séparées des organisations réformistes centrales et qui acceptent le point de vue de l'Internationale rouge des Unions ouvrières, elles doivent s'affilier le plus tôt possible à la Confédération nationale du Travail.

En Allemagne, la situation est plus compliquée et plus confuse. Ici les masses ouvrières sont organisées en Unions indépendantes.

Les Syndicalistes n'ont jamais eu aucune influence. Comme résultat de l'inique trahison de la bureaucratie trade-unioniste, après les événements de novembre, un grand nombre de nouvelles Unions ont été organisées. Parmi ces Unions il y a l'« Union des Travailleurs indépendants des Genselkirchen », l'« Union générale des Travailleurs », l'« Union libre des Travailleurs agricoles », l'« Union des Travailleurs intellectuels et manuels ». Toutes ces organisations demeurent sans importance, soit par le nombre de leurs membres, soit par leur influence économique et politique sur les événements en Allemagne. Les principes de ces Unions ne sont pas très clairs, à cause de leur mot d'ordre d'anéantir à tout prix les vieilles Unions. Elles ne font qu'apporter la confusion dans les rangs des travailleurs révolutionnaires, et affaiblir leur puissance de combat dirigée contre la bureaucratie trade-unioniste.

Les éléments révolutionnaires des trade-unions ont formé des groupes puissants au sein de ces organisations et mènent une lutte efficace contre la bureaucratie trade-unioniste. La bureaucratie a répondu à leur action par l'expulsion en masse des chefs révolutionnaires des groupes locaux et de l'organisation générale. Les groupes de membres expulsés ne doivent pas demeurer isolés. Ils doivent s'unir et établir des relations étroites avec les factions révolutionnaires des Unions auxquelles ils appartenaient, afin de n'être pas inutiles dans la lutte entreprise pour révolutionner les trade-unions. Les autres organisations qui sont en faveur de l'Internationale rouge des Trade-unions doivent mener une campagne décisive en ayant pour mot d'ordre: « A bas la bureaucratie trade-unioniste traître qui détruit les Unions. » Elles ne devraient pas chasser des vieilles Unions indépendantes centralisées, les nouvelles catégories de travailleurs.

Dans tous les autres pays l'œuvre devrait être poursuivie conformément aux principes ci-haut énoncés. Ce qui approche le plus de la victoire de l'Internationale rouge des Trade-unions a été accompli en Tchéco-Slovaquie et en Pologne. Il existe dans ces deux pays un mouvement communiste puissant. La tâche de ceux qui sont contre Amsterdam consiste à arracher, dans le plus bref délai possible, le centre trade-unioniste général de leurs pays respectifs à l'organisation d'Amsterdam. Nous pouvons recommander d'une manière générale que, d'ici trois mois, dès que les résolutions et les décisions du premier congrès des Unions ouvrières révolutionnaires auront été publiées, la question de Moscou contre Amsterdam soit soumise à un vote de toutes les Unions de tous les pays.

### La Ligue des jeunes communistes

La Ligue des jeunes communistes du Canada a été organisée le 22 juillet 1922 sous les auspices du Parti communiste et devint plus tard une filiale de l'Internationale des jeunes communistes dont le siège social est à Moscou. Voici la déclaration de principe de cette organisation:

1° De faire pénétrer dans la masse des jeunes gens de la classe ouvrière, l'agitation et l'éducation communistes et de les éloigner des organisations pour jeunes gens établies par les capitalistes, telles que les *Boy Scouts*, *Girl Guides*, *Church Clubs*, *Y. M. C. A.*, etc.

2° De conduire une campagne militante contre le militarisme capitaliste chez les jeunes gens qui forment la masse de l'armée des capitalistes;

3° De se joindre à la section militante de la classe ouvrière dans les Unions et travailler à la transformation des faibles Unions de métiers en Unions industrielles puissantes capables de défendre les travailleurs contre les attaques des capitalistes; contre leur niveau de vie et travailler au renversement du capitalisme. Prêter attention aux besoins économiques des jeunes gens de la classe ouvrière en demandant: a) l'interdiction de l'emploi des enfants de moins de dix-huit ans à tout travail; b) le paiement aux jeunes travailleurs d'un salaire égal à celui payé aux travailleurs adultes pour l'exécution de travaux identiques.

La troisième convention annuelle de la Ligue des jeunes communistes fut tenue à Toronto, les 15 et 16 septembre 1925. Vingt-cinq délégués étaient présents. Le secrétaire fit rapport que le nombre des succursales avait augmenté de 19 à 48 et que l'effectif qui se chiffrait à 600 membres en avril 1924, était tombé à 400 en novembre de la même année; mais qu'à la date de la convention, il était de 1,000 membres. Le comité exécutif national déclara qu'en matière de travail politique, il était nécessaire que la Ligue des jeunes communistes appuie le programme du Parti communiste. (Il en est fait mention dans la résolution politique du Parti et dont

on a parlé précédemment.) On a fait remarquer que la Ligue devait entrer dans le Parti Ouvrier canadien à titre de représentant de la jeunesse ouvrière, et on doit se préparer à faire entrer la Ligue dans les conseils des métiers et le Congrès des Métiers et du Travail du Canada. La Ligue accepta la direction du Parti communiste en abandonnant l'idée du parti ouvrier-fermier et décida de fonder les sections de la jeunesse dans la *Farmers' Union* avec représentants sur le parquet du congrès des cultivateurs (*Farmers' Congress*) pour lutter avec le Parti communiste en faveur d'un puissant parti des cultivateurs sur une base de lutte de classes. Il fut aussi résolu, en adoptant le rapport du comité exécutif, de gagner une influence politique parmi la jeunesse ouvrière française, en distribuant des feuillets et en coopérant avec l'organisateur français du Parti communiste. Une discussion eut lieu sur la question générale de bolchévisation qui, expliqua-t-on, signifiait « l'adoption et le changement de l'attitude, la politique et la constitution de la Ligue pour atteindre la masse des jeunes ouvriers. Une organisation bolchévique permet de rallier les masses sur les questions révolutionnaires ». Suivant l'exemple du Parti communiste, il fut résolu d'adopter la forme de *shop and street organization*. Une résolution fut adoptée favorisant l'organisation de districts ruraux; et une autre concernant le travail trade-unioniste de la Ligue et dont le dernier article prescrivait aux trade-unionistes du Parti communiste de faire des efforts constants afin d'avoir des représentants de la jeunesse, de préférence membres de la Ligue, élus par les unions, aux conseils des métiers et du travail et au Congrès des Métiers, afin que la jeunesse occupe une place définie et juste dans le mouvement trade-unioniste sous la direction de la Ligue.

Une résolution qui fut adoptée stipulait que « la Ligue des jeunes communistes comprend, comme Lenine, qu'un

parti révolutionnaire sans une théorie révolutionnaire, est une impossibilité »; que la Ligue doit être bolchévisée par un entraînement marxist-léniniste systématique et qu'à cette fin, la Ligue

1° Établira des classes locales d'étude du marxisme-léninisme en coopération (et conjointement si nécessaire) avec le Parti;

2° Sous la direction de l'exécutif conjoint de la Ligue et du Parti, d'établir des écoles de district pour les fonctionnaires du Parti et de la Ligue;

3° L'établissement d'un *agit-prop.* par la N. E. C. pour la rédaction d'un programme d'études et pour guider la Ligue dans ses efforts concernant l'instruction générale;

4° Nommer des directeurs locaux d'éducation (C. C. C. et unités de la Ligue).

La convention approuva également l'établissement de ce qu'on est convenu d'appeler *central agit — prop. committee*, chargé de guider les études dans les classes et écoles et entre autres choses instruire les unités sur l'organisation de propagande en masse et coordonner les publications de la Ligue. La résolution sur l'activité anti-militariste de la Ligue, stipulait que le travail devait se faire dans les rangs des corps de cadets capitalistes; l'entrée des membres de la Ligue dans les corps de cadets devant être contrôlée par le comité exécutif national; et le *central agit — prop.* devait émettre des feuillets spéciaux sur ce genre de travail.

Il fut décidé que la section junior de la Ligue serait organisée sur une base de groupes d'école et serait désormais connue sous le nom de *Young Pioneers of Canada*. Son but serait d'entretenir dans les écoles une agitation anti-militariste, et de s'opposer aux punitions corporelles et à la propagation du patriotisme capitaliste.

La convention réaffirma l'attitude de la Ligue concernant les sports et adopta une résolution favorisant l'affiliation au Parti Ouvrier canadien. Il fut aussi résolu

que les membres de la Ligue organiseraient leur travail dans les rangs des organisations bourgeoises telles que les *Native Sons of Canada*, *C. G. S. T.*, *Youth Parliament*, etc... afin de gagner la masse de la jeunesse à la cause de la Ligue des jeunes communistes.

On fit rapport que les recettes du *Young Worker*, l'organe officiel de la Ligue, s'élevaient à \$1,427.97 et les déboursés à \$1,400.08; soit une balance de \$57.89 au crédit. Les recettes de la Ligue du mois d'avril 1924 au 2 septembre 1925, furent de \$1,808.30 et les dépenses, \$1,364.41, soit une balance de \$443.89 au crédit.

Les principaux officiers de la Ligue des jeunes communistes sont: Président: A.-T. Hill; secrétaire: Stewart Smith; leur adresse de bureau étant: Chambre 304, 55, rue King E., Toronto, Ont.

#### La Ligue éducationnelle trade-unioniste

La *Trade Union Educational League*, bien qu'il ait été rapporté qu'elle a pris naissance quelques années plus tôt, n'a commencé à fonctionner qu'au début de février 1922. Cette organisation, qui a pour principal avocat Wm.-Z. Foster, a été choisie en décembre 1922 pour représenter officiellement au Canada et aux États-Unis, l'Internationale rouge des Unions ouvrières. La Ligue, conformément à la politique de l'Internationale rouge, propose de changer en groupes industriels la forme depuis longtemps établie de l'organisation ouvrière sur le continent nord-américain. Les principes de la Ligue qui, en décembre 1922, fut choisie comme la représentante officielle, au Canada et aux États-Unis, de l'Internationale rouge des Unions ouvrières, sont comme suit:

1° Son but sera de diriger une campagne intensive de travail éducationnel au sein des trade-unions afin que le corps se développe en organisations plus perspicaces, plus cohésives, plus mili-

tantes et plus puissantes et hâtent ainsi le mouvement ouvrier sur le chemin de l'accomplissement de sa grande tâche, qui est l'émancipation de la classe ouvrière;

2° Seuls les membres en règle de trade-unions reconnues peuvent occuper des postes à la tête de la Ligue et prendre une part active à ses affaires;

3° Nationalement, la Ligue se composera des sections industrielles suivantes: amusements, bâtiments, habillement, alimentation, transports généraux, forêts, métaux, mines, divers, imprimeries, services publics, chemins de fer, textiles, commerce et groupes généraux locaux. Chacune de ses sections éducationnelles industrielles nationales sera composée d'ouvriers militants de toutes les trade-unions reconnues qui existent dans leur sphère respectives. Localement, la Ligue suivra le même plan général d'organisation, les divers groupes locaux choisissant des secrétaires et se spécialisant conformément aux sections industrielles précitées. La Ligue nationale se composera de quatre divisions territoriales, à savoir: a) États de l'est; b) États du centre; c) États de l'ouest; d) Canada. Les frontières des divisions territoriales seront fixées par le comité national;

4° La Ligue est purement un corps éducationnel, et non pas une trade-union. Il est strictement défendu à aucune de ses succursales nationales ou locales de s'affilier ou de permettre l'affiliation aux trade-unions. Il ne devra pas être perçu de contributions des membres individuels ni de taxe des organisations d'aucune sorte. Les revenus de la Ligue, soit nationaux, soit territoriaux, soit locaux, sont pourvus au moyen de dons volontaires, d'assemblées, de divertissements, de vente de littérature, etc. Il ne sera pas accordé de cartes aux individus qui coopèrent avec la Ligue.

On a procédé au 1<sup>er</sup> novembre 1924 à la fusion du *Labour Herald*, l'organe officiel de la Ligue éducationnelle trade-unioniste, avec deux autres organes radicaux. Le titre du nouvel organe de la Ligue et du *Workers' Party of America*, qui constitue la division fraternelle de la Troisième Internationale (communiste) aux États-Unis, est *The Workers' Monthly*.

Le Canada est divisé en deux sections:

No 1, le territoire couvrant la Nouvelle-Écosse et jusqu'à Fort William; No 2, tout le territoire ouest de

Fort William. Quelques adhérents à la Ligue désirent une organisation plus définie et un développement plus étendu. Cette proposition sera probablement prise en considération par la *T. U. E. L.* à sa prochaine conférence, qui sera tenue à Chicago en mars 1926, et en ce qui concerne les sections des États-Unis; pendant qu'au Canada, plusieurs sections désirent une réorganisation suivant les plans du mouvement britannique de minorité.

Le district canadien de la Ligue a un organe officiel publié à Toronto, sous le titre de *Left Wing*. Les adhérents à la Ligue ont très fréquemment essayé, par l'intermédiaire de leurs relations trade-unionistes, de propager ses principes et, en quelques cas, les corps ouvriers ont appuyé les résolutions en faveur de quelques-unes des demandes de la Ligue éducationnelle trade-unioniste, mais ces résolutions ont été rejetées par le Congrès des Métiers et du Travail. La politique de la Ligue consiste à placer des candidats en opposition aux « réactionnaires » aux élections des unions locales et nationales et de se servir de ces occasions pour faire une propagande acharnée. Dans ce but, M. Tim Buck, le secrétaire canadien de la *T. U. E. L.*, a, en deux occasions, été nommé pour opposer M. Tom Moore à la présidence du Congrès des Métiers et du Travail; et chaque fois il a été défait. En 1924, il ne reçut que 44 voix sur 200, et en 1925, 29 sur 198.

#### Efforts tendant à arrêter les activités des « rouges »

Afin d'éviter que les adhérents au Parti communiste ou à la Ligue éducationnelle trade-unioniste se servent des trade-unions dont ils sont membres pour propager la doctrine révolutionnaire, quelques-unes des organisa-

tions ouvrières internationales ont eu recours à l'expulsion, pendant que d'autres ont fermé leurs portes à ceux qui étaient affiliés aux organisations communistes. On traite, dans ce chapitre, du travail de certains groupes travail-listes contre les communistes. Les méthodes commu-nistes dans les trade-unions ne peuvent être mieux ex-posées que par le document publié par le président Morris Sigman de l'*International Ladies' Garment Workers' Union*, organisation qui, au cours de sa convention à Boston en mai 1924, sanctionna l'expulsion de plusieurs délégués qui avaient été affiliés à la Ligue éducationnelle trade-unioniste, adjointe en Amérique à la *Red International of Labour Unions*. Cette décision était conforme à celle du conseil général exécutif de la *S. L. G. W. U.* prohibant à ses membres de joindre ou de s'affilier, de quelque ma-nière que ce fut, à la Ligue éducationnelle trade-unioniste ou au *Workers' Party*, l'organe politique de la *Third (Communist) International*. Par indulgence, plusieurs membres qui avaient ainsi été expulsés mais qui avaient répudié leurs relations avec ces organisations prohibées, furent admis de nouveau dans l'Union pour une période d'épreuve de deux années. Toutefois, il fut jugé néces-saire par le conseil général exécutif d'exercer un contrôle direct de surveillance sur certaines des succursales locales.

### La plaie communiste dans nos unions

Un document intitulé: « La plaie communiste dans nos unions » fut publié par le président de l'Union, M. Morris Sigman. En raison des renseignements concernant les activités des membres de l'Internationale com-muniste parmi les unions ouvrières du continent nord-américain, contenus dans ce rapport et du fait que le

document complet n'a été publié dans aucune revue canadienne, nous lui accordons une place dans ce rapport. Le texte complet est comme suit :

Il est bien connu que, depuis quelques années, notre Union a souffert de l'influence démoralisante causée par la propagande communiste, parmi nos ouvriers. Le soi-disant *Workers Party*, section américaine de l'Internationale communiste de Moscou, s'est donné la tâche de discréditer et de détruire notre Union Internationale ainsi que la Fédération américaine du Travail. Pas une journée se passe sans que quelque méchante attaque soit publiée contre notre Union, dans les nombreuses revues communistes, en toutes langues et d'une extrémité à l'autre du pays. Les leaders et les militants de notre Union qui sont opposés aux communistes et à leurs tactiques sont journellement insultés dans ces publications et représentés aux travailleurs, comme des agents trahissant les intérêts des ouvriers et étant les domestiques du ministère de la justice. Tout ce que notre Union entreprend dans l'intérêt de nos membres, est tourné en ridicule par nos ennemis qui poussent les ouvriers à désobéir à la constitution de l'Union et à violer ses lois.

Tout récemment ils ont poussé la malice jusqu'à inciter les ouvriers à empêcher l'Union d'en arriver à une entente avec les patrons; proposant au contraire que l'Union inaugure immédiatement une grève générale et s'agitant pour que des demandes, impossibles à accorder, soient présentées.

Dans notre métier qui n'est pas de nature continue et qui se complique toujours de problèmes industriels divers, il y a et il y aura continuellement des mécontents. Certains se plaindront des interruptions de travail, dues à la nature même de l'industrie et feront peser la responsabilité de cet état naturel des choses, sur les officiers de l'Union. Ils sont portés à croire que ceux-ci ne sont pas assez énergiques pour forcer les patrons à fournir du travail. D'autres se plaignent des ordres et règlements stricts de l'Union.

Cet élément constitue l'avant-garde des mécontents qui se laissent facilement tourner contre l'Union et ses officiers et deviennent actifs dans les rangs des communistes de ce pays et de l'Internationale rouge — organisations qui n'ont qu'un but: se saisir des trade-unions et en faire les outils de la dictature du Comité central communiste, ou bien de les détruire complètement s'ils ne peuvent pas les subjuguier.

Mais nos Unions ont refusé de prendre les ordres du Parti communiste et par conséquent les communistes nous ont déclaré la guerre.

Ils remuent ciel et terre pour détruire notre organisation. Fidèles au mandat sacré de leur pape Lenine, qui prêcha qu'un adversaire politique peut être dénigré, maltraité pourvu qu'il soit noirci aux yeux de la masse populaire; et au besoin les communistes peuvent se servir d'autres moyens faux et abusifs et même supprimer les faits. (Voir LENINE, *The Infantile Disorders of Liftism and Communism*, édition russe, page 51, Moscou, 1925.) Nous aurions pu ignorer les quelques membres sympathiques aux communistes si derrière eux il n'y avait pas tout le Parti communiste, avec ses quatorze quotidiens soutenus avec les fonds du gouvernement communiste russe.

La lutte entretenue par les communistes dans nos Unions, n'est pas du tout un conflit entre les ouvriers d'une industrie, dans le but d'améliorer la situation de ceux-ci, mais une lutte entre le Parti communiste et le mouvement ouvrier organisé d'Amérique. Le Parti communiste se soucie fort peu des intérêts de l'ouvrier. Peu leur importe que les ouvriers se mettent en grève pour revendiquer certains droits et qu'ils obtiennent ou non gain de cause. Leur premier soin est de créer du trouble en soulevant un groupe contre un autre groupe, en détruisant l'autorité des leaders et en gagnant des partisans à la faveur de ces troubles. La façon scandaleuse avec laquelle ils conduisirent la grève des ouvriers de l'industrie textile à Peterson, N.-J., peut servir d'exemple quant à l'intérêt qu'ils portent à l'ouvrier. Les communistes n'ont qu'un intérêt: celui du Parti communiste.

Les communistes, dans les Unions, sont par conséquent, un état dans l'État. Ils sont soumis à la discipline de fer du Parti communiste, et ils doivent agir, et voter dans toute question ou problème, non comme membres de l'Union, ou suivant leur conscience, mais suivant les instructions du comité central secret du Parti communiste. Ce comité central du Parti communiste américain, n'est toutefois qu'une succursale de Moscou, et l'intérêt de la « révolution mondiale » à Moscou demande la destruction de toutes les Unions ouvrières existantes et ne voulant pas se soumettre aux communistes et refusant d'accepter les ordres de Zinoviev et Losovsky ou de leurs agents.

Il est connu de tous aujourd'hui que le mouvement communiste tout entier, dans tous les pays, est non seulement dirigé mais soutenu financièrement par le gouvernement russe. Herbert

Morrison, secrétaire de la section de Londres du Parti ouvrier britannique, a calculé récemment que le revenu total du Parti communiste anglais pour l'année 1924 ne pouvait avoir dépassé la somme de £5,000 (environ \$20,000); tandis que ses déboursés atteignaient au moins dix fois cette somme; et que le déficit ne pouvait avoir été comblé que par Moscou. Il en est de même dans tous les autres pays, y compris les États-Unis. D'après son rapport financier, le *Workers' Party* avait, en 1924, 15,233 membres. Les frais d'organisation du Parti s'élevaient en 1924, d'après le rapport financier de son secrétaire, à \$140,000, tandis que les cotisations des membres ne dépassaient pas \$40,000. Le rapport n'indique pas d'où provenait la différence de \$100,000. Ce n'est pas tout. Le Parti communiste d'Amérique publie quatorze journaux quotidiens, huit journaux hebdomadaires et plusieurs revues mensuelles. Aucune de ces publications ne rencontre ses déboursés et, sauf une ou deux, ces publications communistes n'ont pas de lecteurs ni d'annonceurs. La Fédération italienne du *Workers' Party*, qui compte 319 membres, publie son propre journal quotidien. La Fédération de Hongrie compte 359 membres et publie son journal quotidien. La Fédération de la Pologne, avec 245 membres, a aussi sa publication quotidienne. L'organe central anglais du communisme, qui ne contient aucune annonce, et n'a qu'un nombre insignifiant de lecteurs, sort six pages chaque jour et un extra le dimanche. Bien que n'ayant aucun revenu connu, la plupart de ces publications communistes sortent régulièrement, quelques-unes ont des édifices propres et équipés de linotypes et et autres améliorations. (Tous ces chiffres concernant le Parti communiste américain, sont tirés du *American Labour Yearbook* de 1924, pages 159 et 160.)

Le déficit, en ce qui concerne la publication de ces quatorze journaux communistes quotidiens, atteint la somme de plusieurs centaines de mille dollars annuellement. La question se pose alors: Qui supplée à ces immenses dépenses du Parti communiste? La réponse vient de Zinovieff lui-même, le président de l'Internationale communiste qui est aussi un des trois gouverneurs de Russie. Sa réponse se résume à une seule phrase. « Une des principales tâches de l'Internationale communiste, consiste à aider de toutes manières les communistes américains. » (Voir l'article intitulé: *Five years of the Comintern* dans le *Pravda* de Moscou, édition du 29 février 1924.)

Dans les *Theses* publiées par Zinovieff dans le *Szvestia* de Moscou, en date du 26 avril 1925, et appuyées par le Comité central du Parti communiste russe, c'est-à-dire le gouvernement russe actuel, nous lisons ce qui suit :

*C'est la tâche du Parti communiste russe d'accorder largement l'appui nécessaire à l'Internationale communiste (Theses 15) et par conséquent, bien qu'accordant journellement de nouvelles concessions aux éléments capitalistes progressants, il est nécessaire d'aider de toutes manières possibles les divisions de la révolution prolétaire dans tous les pays (Thèse 5).*

Tel est le programme adopté par l'exécutif russe, au cours de sa dernière assemblée le 29 avril 1925.

Il est évident que Moscou n'a pas l'intention d'abandonner sa propagande de communisme en Amérique. Tant que le trésor russe subventionnera les journaux communistes et subviendra aux dépenses occasionnées par le maintien d'un personnel d'organisation et d'agents chargés de lutter contre nos unions et de les démobiliser, celles-ci seront en danger, — à moins que nous prenions des mesures énergiques pour arracher immédiatement ce cancer de nos organisations.

Nous devons adopter contre les communistes les méthodes employées contre eux par les trade-unions progressistes dans le monde entier.

Il est grand temps que notre propre union internationale adopte une fois pour toutes des mesures fermes et radicales pour arrêter et éliminer la plaie communiste qui fait rage dans nos rangs. Le Parti communiste nous a déclaré la guerre. Les communistes emploient tous les moyens pour nous faire du tort; tout procédé leur est bon. Tout communiste, qu'il appartienne ou non à la Ligue éducationnelle trade-unioniste, est tenue de par la discipline du Parti d'agir en ce qui concerne les questions de l'Union, non pas suivant les intérêts de l'organisation à laquelle il appartient, mais d'après les ordres du comité central secret du Parti communiste. Il est évident, par conséquent, que quiconque soutient les activités communistes aide notre plus cruel ennemi dans sa lutte contre nous et doit être regardé comme un ennemi de l'Union. Il n'est pas nécessaire, et dans les circonstances il peut être nuisible, d'expulser de nos rangs tous les communistes et leurs adeptes. Mais notre Union ne doit pas permettre qu'un membre du soi-disant *Workers' Party* ou un de ses partisans occupe une position administrative rétribuée ou non. L'Union ne doit pas permettre qu'aucun de ses officiers, élus par nos membres,

reçoive des ordres d'une organisation extérieure ennemie, d'une clique politique constamment engagée à conspirer contre notre union. Il faut de la discipline dans nos rangs. Aucune Union ouvrière ne peut exister sans discipline; et tout membre qui place la discipline du *Workers' Party* au-dessus de la discipline de son Union et aide, de ce fait, nos ennemis à comploter contre nous et à faire du tort à notre organisation, est lui-même un ennemi de l'Union et on ne doit pas lui permettre d'y occuper un poste administratif.

Nous avons par conséquent décidé que notre Union internationale doit mettre fin d'une manière ferme à cette action de démoralisation de la part des communistes.

Notre réponse à la déclaration de guerre des communistes doit être « guerre ». Quiconque est avec les communistes est notre ennemi et nous n'avons pas de place pour lui dans nos rangs.

### On voudrait plus d'activité dans le mouvement syndicaliste

Au mois de mars 1926, le comité exécutif de l'Internationale communiste eut une assemblée à Moscou. C.-E. Ruthenberg, secrétaire général du Parti communiste d'Amérique, y était le délégué de ce Parti, et fut nommé à la présidence du comité. A. Losovsky donna lecture d'un rapport où il expliquait les devoirs primordiaux des communistes dans les syndicats ouvriers. Nous en extrayons le passage suivant qui permet de supposer que jusqu'à aujourd'hui le communisme ne s'est pas propagé dans les syndicats comme on l'espérait.

Camarades, six ans déjà se sont écoulés depuis la création de l'Internationale communiste, et je demeure surpris de me voir encore dans l'obligation de vous parler de l'importance de la propagande dans les syndicats ouvriers. Je suis pourtant forcé de le faire, quand je consulte les rapports qui me viennent des différents partis et que je vois la situation précaire du communisme dans la plupart des syndicats. Il est de mode aujourd'hui parmi nous de dire que l'on pourrait donner à notre propagande dans les organisations ouvrières un coefficient de 75 et même de 90 pour cent mais si vous exceptez le Parti anglais, vous ne trouverez pas un seul parti où cette propagande mérite la note de 20 pour cent.

Étudiez par vous-même dans tous nos parties la répartition de leurs forces et de leurs moyens d'action. Assurez-vous du nombre de leurs membres affiliés à des syndicats et vous vous convaincrez que l'on se flatte tant qu'il ne s'agit que de parler de vouloir faire de la propagande, mais c'est tout autre chose quand des paroles il faut en passer aux actes. Le Parti communiste français a adopté une règle excellente. Il n'est possible de se faire admettre dans le Parti sans présenter sa carte de membre d'un syndicat ouvrier. On doit le féliciter d'une telle décision. Mais, malgré cela, prenez la peine de vous rendre compte de la conduite des membres du Parti dans leurs syndicats vous vous apercevrez aussitôt que pour le moins 90 pour cent d'entre eux sont des membres passifs. Il en est probablement de même dans les autres pays. Le Parti communiste allemand a voulu savoir quel était le pourcentage de ses membres affiliés à des syndicats ouvriers et combien parmi eux se livraient à une propagande active. Il s'est aperçu que dans la Rhénanie et la Westphalie 50 pour cent en faisaient, mais que 5 ou 6 pour cent à peine se livraient à une propagande active. Nous voyons d'après les renseignements qui nous sont fournis par le dernier Congrès du Parti communiste américain que 32 pour cent seulement des membres du Parti sont affiliés à des syndicats ouvriers. Que font les autres 68 pour cent ? Sur ceux-là 26 ne peuvent faire partie de syndicats ouvriers, non pas sûrement parce qu'ils sont millionnaires, mais parce qu'il n'existe pas de syndicats pour les mères de famille. Quant aux autres 42 pour cent ils estiment sans doute que c'est indigne de leur titre de communiste de faire partie d'un syndicat ouvrier. Ils préfèrent la « haute » politique à la tâche terre à terre de tous les jours. — L'aristocratie communiste, ou plutôt pour l'appeler par son vrai nom, le communisme manquant de sens commun doit être combattu dans tous les partis. L'Internationale communiste ne peut pas admettre que les décisions de ses Congrès soient systématiquement violées. Que devons-nous en effet penser de ce que 42 pour cent des membres du Parti communiste américain ne veuillent non seulement pas faire de propagande dans les syndicats mais même s'y affilier ? Quels noms devons-nous donner à ce sabotage des décisions de l'Internationale communiste ?

Je considère comme très dangereuse la controverse qui a été soulevée dans le Parti américain, controverse opposant l'une à l'autre l'agitation et la propagande dans les syndicats ouvriers, à la lutte pour la suprématie et l'organisation. J'estime que les opposer l'une à l'autre n'est rien autre chose qu'une simple joute

oratoire. Il faut que des ferments de sédition que nous semons, de la propagande à laquelle nous nous livrons sorte une organisation où toutes nos peines auront été inutiles. Notre mot d'ordre doit être: lutter pour nous assurer la suprématie dans les syndicats ouvriers et les diriger. On ne peut nier que tous les membres de notre Parti doivent s'employer sans relâche dans les syndicats ouvriers et tous les communistes s'ils ne veulent pas s'exposer à se faire rejeter du Parti, doivent non seulement rentrer dans ces syndicats mais y déployer toute leur activité.

### Propagande dans les syndicats ouvriers

Les lignes qui suivent donnent une idée de l'importance que l'on attache à la création de « cellules » communistes dans les unions ouvrières américaines. Elles sont tirées du rapport, qu'au mois de mai 1926, C.-E. Ruthenberg, secrétaire général du Parti des Ouvriers d'Amérique (communiste), présenta au comité central du parti américain, en rendant compte de la session du comité politique de l'Internationale communiste:

La propagande dans les syndicats ouvriers est toujours le plus important des devoirs du Parti. Nous devons décider les travailleurs syndiqués à déclarer une guerre révolutionnaire de classe. Pour atteindre ce but il nous faut établir un contact avec le Parti ouvrier en tenant compte de l'état d'esprit existant aujourd'hui dans la classe ouvrière. Nous pourrons ensuite diriger un mouvement de gauche qui, grâce à notre propagande et à nos efforts, se rapprochera tous les jours de nous. Nous avons esquissé notre programme pour atteindre ce but. Il repose sur les réalités de la situation actuelle. Il nous reste maintenant à le mettre en action. Le Parti a encore comme devoir de faire entrer des membres dans les syndicats ouvriers, s'ils n'en sont pas déjà membres, et de former des cellules qui appliqueront systématiquement la politique du Parti et amèneront la création d'un vaste mouvement de gauche dans les syndicats ouvriers.

Le Parti communiste russe condamne  
la conduite de Zinovieff

Le Parti communiste russe condamna la conduite de Gregory Zinovieff, président de l'Internationale communiste et auteur présumé de la lettre qui eut un si grand retentissement au moment des élections anglaises de 1924. Il avait refusé de se conformer aux décisions du Parti. Avant le quatorzième Congrès du Parti, certaines divergences de vue s'étaient produites entre Zinovieff et Kameneff d'un côté, et les autres dirigeants du Bureau politique, tant sur la route à suivre que sur les rapports avec les paysans, l'industrialisme d'État (que son élément dominant soit le socialisme ou le capitalisme d'État), la composition du Parti, etc. Bien qu'étant en minorité, Zinovieff fut autorisé à présenter un co-rapport au Congrès, qui tout en approuvant la conduite de la majorité des membres du comité central réélut Zinovieff au Bureau politique. Au cours de la session plénière du comité central du Parti communiste de l'Union des Soviets qui eut lieu au mois de juillet 1926 on communiqua un rapport d'après lequel plusieurs membres en vue du Parti fomentaient un mouvement séditionnel et violaient les décisions des précédentes conventions désireuses de maintenir l'unité dans le Parti. Ce mouvement paraissait avoir sa source dans le comité exécutif de l'Internationale communiste dont Zinovieff était président. Les membres de l'opposition étaient accusés d'avoir voulu fonder un parti dissident, ayant même déjà tenu des réunions séditionnelles; d'avoir fait imprimer et distribuer des documents secrets concernant le Parti et que de leur propre autorité ils avaient rassemblés dans Moscou et dans d'autres villes; d'avoir envoyé des agents aux autres organisations du Parti pour fonder des groupes dissidents. Ces accusations ayant été prouvées, le Parti décida de

rendre responsables de leurs actes tous ceux de ses membres ayant pris part au mouvement séditionnel, mais de faire retomber sur Zinovieff seul, du fait qu'il avait été le chef de l'opposition lors du quatorzième Congrès, la responsabilité d'avoir voulu créer une scission dans le Parti. La session plénière décida de révoquer Zinovieff qui était membre du « polbureau » et de rayer sur la liste des candidats au comité central, le nom de Lashevitch, vice-président du comité militaire.

D'après des dépêches publiées par les journaux du 24 octobre 1926, Zinovieff (dont le véritable nom est, dit-on, Appelbaum), fut exclu de la Troisième Internationale (communiste), le mouvement séditionnel qu'il avait voulu faire naître dans cette organisation le mettant dans l'impossibilité d'en être encore membre. On alléguait en plus que la conduite de Zinovieff avait été critiquée par toutes les sections du Parti et était cause qu'il avait perdu leur confiance tant en France qu'en Angleterre, aux États-Unis, en Allemagne et dans tous les pays. Léon Trotzky et Léon Kameneff furent révoqués du Bureau politique du Parti communiste pour avoir violé ses règlements. On apprit dans la suite que Trotzky, Zinovieff, et plusieurs des meneurs du mouvement avaient fait amende honorable et exprimé leurs regrets pour les « maux dont aurait pu être cause leur mouvement séditionnel ». J. Stalin, secrétaire de l'Internationale communiste, devint par la suite le chef du Parti. Il est généralement appelé « dictateur en chef ». Zinovieff fut nommé dans la suite membre de la *Soviet State Planning Commission*, situation de peu d'importance.

#### Documents communistes

*Documents communistes*, tel est le titre que le gouvernement britannique donnait à un Livre Bleu qu'il faisait paraître le 24 juin 1926. Ce livre reproduisait

plus de cinquante documents choisis parmi ceux qui avaient été saisis lors de l'arrêt des communistes les 14 et 21 octobre 1925 (nous en avons parlé dans le *Rapport* de l'année 1925). Ils avaient été saisis soit au siège central du Parti communiste de Grande-Bretagne, soit à celui du Mouvement national minoritaire, soit chez différents meneurs. Les documents que l'on publiait, faisait-on remarquer, n'avaient pas été choisis uniquement à cause de leur importance, mais parce qu'ils permettaient de voir sous leur vrai jour les machinations de Moscou tendant à ruiner le commerce anglais, à saper la constitution britannique et à anéantir l'Empire. Il en ressortait que bien qu'en Angleterre les membres du Parti communiste militant soient peu nombreux, ils étaient conformément, aux ordres de Moscou, embrigadés de telle façon que dans des conditions favorables ils pourraient exercer une grande influence sur la masse des ouvriers. On y trouvait également d'intéressants détails faisant voir que le Parti communiste et ses journaux étaient sous la dépendance de l'argent communiste. Les documents reproduits étaient classés en cinq catégories, savoir: 1° Documents faisant voir les rapports existant entre le Parti communiste de Grande-Bretagne, la Ligue de la jeunesse communiste, le mouvement minoritaire de la Troisième Internationale communiste et l'Internationale rouge des Syndicats ouvriers de Moscou; 2° document faisant voir le rôle de la délégation commerciale russe et de la société coopérative russe (Arcas), de Londres, dans le mouvement communiste en Angleterre; 3° documents faisant voir la situation financière, recettes et dépenses, du Parti communiste anglais et du Bureau britannique de l'Internationale rouge des Syndicats ouvriers; 4° documents faisant voir l'activité dans le Royaume-Uni du Parti communiste anglais, du mouvement national minoritaire et de la Ligue de la jeunesse communiste;

5° documents faisant voir l'activité des organisations affiliées à l'Internationale communiste y compris le Parti communiste de Grande-Bretagne, dans les Dominions britanniques, les colonies et les zones d'influence anglaise.

### Force numérique du parti communiste au Canada

Le Parti communiste du Canada a divisé le Dominion en 9 districts, ayant chacun des unions locales. Ce sont les districts No 1, Nouvelle-Écosse, 6 unions locales; No 2, Québec, 9 unions locales; No 3, Ontario-Sud, 19 unions locales; No 4, North Bay-Timmins, Ont., 13 unions locales; No 5, Sudbury-Soo, Ont., 18 unions locales; No 6, Port-Arthur-Kenora, Ont., 23 unions locales; No 7, Manitoba et Saskatchewan, 22 unions locales; No 8, Alberta, 23 unions locales; No 9, Colombie Britannique, 14 unions locales, soit 147 unions locales groupant 4,600 membres. (Ces chiffres sont les mêmes que ceux de 1925.) Le Parti communiste publie un journal hebdomadaire intitulé *The Worker*, et le Comité juif de propagande du Parti a de son côté une revue intitulé *Der Kampf*.

Quelques-unes des « cellules » communistes formées dans les usines canadiennes ont également leurs journaux. Il en est de même aux États-Unis, et l'un de ces journaux est publié à Détroit par la « cellule » communiste des usines Ford, cellule rattachée au Parti des Ouvriers d'Amérique (communiste)

Le 14 novembre 1926, le Parti communiste du district No 3 (Ontario-Sud) tint une assemblée à Toronto, à laquelle assistaient les délégués de huit villes. Le rapport du secrétaire insistait sur la nécessité de créer des relations plus intimes entre le secrétariat et les unions locales du district. Mlle Annie Buller s'occupa des « Journaux de notre Parti », tandis que M. John

McDonald parlait d'un projet de réorganisation et M. Tim Buck, de la question des syndicats ouvriers. M. Oscar Ryan discuta l'organisation des jeunesses communistes et Mme Florence Custance étudia la question du travail des femmes et celle de la Ligue canadienne de défense ouvrière, qui compte aujourd'hui 43 branches et a ramassé et dépensé \$3,500 pour venir en aide aux « prisonniers de la guerre de classes ». M. John McDonald parla également de la question de propagande et conseilla comme livre à lire en public *l'A. B. C. du communisme*, ouvrage que de nombreux membres ont actuellement en leur possession.

M. Tim Buck, de Toronto, secrétaire pour le Canada de la Ligue d'éducation des Syndicats ouvriers, assista en qualité de délégué du Parti communiste du Canada, à la session plénière de l'Exécutif de l'Internationale communiste qui eut lieu à Moscou au mois de décembre 1926.

Le président du Parti communiste est Maurice Spector; le secrétaire, John McDonald. Leur adresse à tous deux est: Chambre 304, Tyrrell Building, 95, rue King-Est, Toronto, 2, Ont.

### Active propagande communiste

Le 29 juin 1926, *la Presse*, de Montréal, sous le titre d'« Active propagande communiste » reproduisait de Québec la dépêche suivante au sujet d'une brochure qui était distribuée aux émigrants de l'Europe centrale venant au Canada:

Le P. Philippe Casgrain, directeur de l'œuvre de la Protectino des Immigrants catholiques, qui n'a cessé de témoigner un si vif intérêt aux milliers de catholiques venant en grand nombre chaque année, pour coloniser les plaines de l'Ouest canadien, est peiné de s'apercevoir que les socialistes et les communistes de Russie et des autres États, mènent une campagne intensive pour faire pénétrer leurs fausses doctrines dans la population canadienne.

Il y a quelques mois, au cours d'une conversation qu'il avait avec un immigrant polonais, le directeur de l'œuvre de la Protection des Immigrants catholiques, apprenait que des brochures communistes écrites en russe, étaient distribuées aux Polonais, aux Ruthènes, aux Tchéco-Slovaques et en général à tous les émigrants venant de l'Europe centrale. Cette brochure intitulée *l'A. B. C. du communisme*, a comme auteurs deux russes, MM. Bukarin et Propregnski, et est distribué par milliers d'exemplaires en Amérique et en Europe.

### *Il faut détruire l'Église*

Le P. Casgrain qui parle ou écrit plus de dix langues, se rendit compte que cette brochure avait pour but la destruction de la religion. Il la traduisit en français pour mettre en garde notre population contre les idées avancées soutenues par les auteurs, et transmet son œuvre au gouvernement pour qu'il put prendre des mesures en conséquence.

Comme toutes les autres brochures révolutionnaires, *l'A. B. C. du communisme* soutient crûment que le but à atteindre est la destruction de l'Église, le seul rempart arrêtant la marche de la révolution sociale.

*Tels sont les renseignements que nous trouvons dans les publications officielles du gouvernement d'Ottawa. Le Semeur, l'organe de l'Association catholique de la Jeunesse canadienne-française, dans son numéro de décembre 1927, puise à quelques autres sources des données intéressantes sur les tentatives des bolchévisants dans la province de Québec, particulièrement à Montréal. Bien que les doctrines communistes ne semblent pas encore très répandues parmi nos ouvriers, on trouvera sage le conseil que M. l'abbé Casgrain donne à nos gouvernants, de ne pas attendre, pour enrayer ce mouvement, qu'il ait pris des proportions plus menaçantes.*

É. S. P.